

PIERRE CHASSARD

Le catholicisme fasciste de Carl Schmitt

Pour Carl Schmitt, de son vrai nom Karl Schmitt-Dorotič, le politique doit être intimement lié au théologique en ce sens que ce dernier doit déterminer entièrement le premier. Le point de référence ultime des décisions politiques doit être le théologique, autrement dit, c'est à partir d'une croyance particulière, celle de Carl Schmitt, en l'occurrence la foi chrétienne en sa forme catholique, que doivent être définis l'action politique à mener et l'ennemi à combattre.

Cet ennemi n'est pas déterminé en fonction de son projet économique et social, mais de son idéologie ou de sa métaphysique, au sens d'une croyance s'opposant à une autre croyance : y à la croyance paulino-catholique de Carl Schmitt. L'ennemi, pour ce dernier, se situe, premièrement et essentiellement, au niveau de la foi, car tout se ramène à celle-ci. La guerre contre lui, politiquement et militairement, n'est rien d'autre qu'une guerre de religion.

L'ennemi, c'est essentiellement l'adepte d'une autre foi, non de la vraie qui, pour Carl Schmitt, est uniquement la foi catholique. L'autre en tant qu'ennemi, est l'infidèle, l'incroyant, l'hérétique. Il représente le mal en son essence et

est voué à l'anéantissement. C'est cette division primaire entre croyance et incroyance, entre croyant et incroyant, qui constitue l'archétype de la distinction schmittienne entre ami et ennemi, cet archétype étant en quelque sorte inhérent et essentiel à l'existence.

L'animosité agressive de Carl Schmitt - qui ne s'étend pas beaucoup sur la notion d'ami - envers Bakounine illustre parfaitement la nature religieuse de la distinction entre ami et ennemi. Elle trahit au moins la nature de la répulsion militante du premier envers le second. Bakounine est pour Schmitt l'autre absolu, l'être satanique, le contraire radical, réel et non seulement potentiel, de l'ordre divin hiérarchisé qu'il défend, l'athéisme contre la croyance en la Révélation, le principe d'anarchie contre le principe d'autorité (divine), l'humanisme libertaire contre le théologisme d'obéissance.

L'exacte qualification de sa doctrine, Carl Schmitt l'a choisie lui-même : c'est celle de théologie politique, le terme théologie étant le plus important en tant que substantif et l'adjectif politique n'indiquant que le domaine de son déploiement. La qualification choisie suppose tout d'abord une vérité, toute subjective évidemment mais prise en absolu, celle de la Révélation, qui est une vérité de foi et qui conduit inévitablement à considérer comme un ennemi celui qui ne

partage pas cette foi. L'ennemi principal, c'est précisément celui qui est sans foi et qui par son incroyance, qui est plus qu'une absence, met en cause le propre du croyant. Celui qui est d'une autre foi, étant d'ailleurs, vient ensuite mais se retrouve pratiquement sur le même plan.

Si la foi en la Révélation détermine la distinction théorique entre ami et ennemi, elle détermine aussi l'attitude pratique qui découle de cette distinction et la théologie devient ainsi politique. Carl Schmitt relie donc intimement Révélation et politique, l'une pouvant en un sens se réduire à l'autre. Pour lui, la théologie est éminemment politique et la politique éminemment théologique. Aucune rupture ne se produit dans l'unité de la première et de la seconde. Il y a continuité génétique entre théologie et politique sans discontinuité. Le combat contre l'ennemi étant à la fois religieux et politique, religieux d'abord en raison de la préséance et de l'ubiquité du religieux. L'histoire, dirigée par la Providence divine qui lui donne son caractère de totalité indivisible, est alors la concrétisation de la foi la plus intense par la politique la plus extrême. Elle a commencé avec la désobéissance à Dieu et finira avec le jugement de Dieu.

De l'adversaire principal, le combat est antireligieux. Orienté essentiellement contre Dieu, c'est un combat satanique qui se terminera par

une défaite. Pour l'époque actuelle, l'ennemi luciférien, dans l'affrontement de Satan contre Dieu, de l'Antichrist contre le Christ, c'est en premier lieu le libéralisme, le marxisme n'étant, d'après Schmitt, qu'une application particulière de la pensée libérale du 19^e siècle. Le libéralisme, avant d'être un système économique, est une nouvelle croyance, l'idéologie et le moteur de l'activisme terrestre antireligieux, la théorie du progrès linéaire menant l'humanité de l'obscurantisme religieux aux lumières, la doctrine du pouvoir sans limites sur la nature et du bonheur universel. La victoire du libéralisme areligieux, ce serait la victoire de la société industrialo-marchande, qui s'oppose à l'État et à Dieu, sur la théologie politique.

C'est avant tout à sa nature d'idéologie areligieuse, par conséquent antireligieuse, parce qu'économico-industrialo-marchande et technico-humano-progressiste, que s'oppose Carl Schmitt.

La notion d'humanité sans Dieu est en elle-même antireligieuse, car elle substitue l'humanité à la Divinité, ramenée au rang d'une impuissante spectatrice dans le développement de l'histoire.

Carl Schmitt s'oppose donc à ce qu'il nomme la *pseudo-religion de l'Humanité absolue* (Donoso Cortes, in *Gesamteuropäischen Interpretation*, Köln 1950).

Le progrès, lui, est la négation du dit créationniste et fixiste du monde et la mise à l'écart du Dieu créateur. L'homme se fait alors lui-même et transforme le monde dans un activisme débridé et sans repos pour parvenir à un paradis terrestre où régnerait un eudémonisme matérialiste parfait. Carl Schmitt, qui rejette tout transformisme du vivant, affirme que ce qui ne vient pas de Dieu est le produit du péché (d'où son refus de la notion de progrès par l'homme).

Pour Schmitt, l'ennemi se définit d'après sa croyance. Il se caractérise tel par sa métaphysique, non pas par son projet social. Ceci est vrai pour le libéralisme. Ce l'est aussi pour le marxisme, cet enfant rebelle du libéralisme. Ennemi secondaire par conséquent, il ne fait qu'insérer la théorie de l'histoire des sociétés comme luttes de classes économiques dans la théorie libérale du progrès et du bonheur, succombant ainsi à sa religion terrestre de l'économie et de la technique et se constituant parallèlement en hérésie par rapport à la vraie foi.

Carl Schmitt rejette leur idéologie du bonheur universel et de la paix perpétuelle dans un État mondial unique enfin réalisé. En un sens, sa position est contradictoire car son catholicisme romain est justement la doctrine religieuse et politique de l'universel et de l'humanité une et

indivisible, créée à l'image de son Créateur, et le monothéisme, même unitrinitaire, implique une monarchie divine selon le principe : *Un Dieu, un monde, un empire*. En un autre sens, sa position est cohérente car à partir du fait que le monde est présidé et régi par Dieu auquel s'oppose Satan, en permanence et depuis les origines, en un combat de destruction qui sème l'inimitié entre les postérités, une dualité de guerre le caractérise en son essence qui ne disparaîtra qu'à la défaite de Satan, c'est-à-dire à la fin des temps. La paix perpétuelle sur terre est donc totalement exclue.

Pour une autre raison, le monde restera *politomorphe*. C'est un pluriversum, dit Schmitt, le caractère du politique entraînant une pluralité d'États, ce qui évidemment correspond plus, sur le plan religieux, à un polythéisme qu'à un monothéisme.

Sur un autre plan, en dehors de toute théologie politique, un État universel, libéral ou marxiste, une fois réalisé serait la victoire de l'Antichrist, d'un Antichrist qui finalement ne peut pas être indéfiniment vainqueur, dont le règne par conséquent, aussi long fût-il, ne serait que passager.

La référence unique de Carl Schmitt est la foi catholico-chrétienne, la croyance en la Révélation, la certitude que *Jésus est le Christ*. C'est à partir

de cette unique référence transmondaine que se constitue et se fortifie son antisémitisme, non à partir d'une référence völkisch où le *Volk* est la référence ultime, ce qui impliquerait une connivence au moins idéologique avec le sionisme. Cela apparaît parfaitement dans son Léviathan où il prend à partie plusieurs auteurs juifs, Spinoza en premier lieu.

Celui-ci, en effet, faisait éclater l'exigence schmittienne de la continuité entre foi catholique et politique, entre théologie chrétienne et politique, en réclamant la *libertas philosophandi* (*Tractatus theologico-politicus*) et en portant à son point extrême la distinction nucléaire hobbenne entre pouvoir étatique et piété individuelle, entre culte extérieur public déterminé par l'État et vénération intérieure privée de la sphère individuelle, entre État et individu intérieur. Il provoquait aussi la scission dans l'unité schmittienne du pouvoir étatique et de la foi du croyant et limitait, par la liberté de pensée individuelle, le pouvoir de l'État réduit à l'extériorité la plus superficielle. C'est de cette position idéologico-religieuse que Carl Schmitt, tout en dissertant sur l'esprit juif dans la science du droit, projette son antisémitisme personnel. Cet antisémitisme est un antisémitisme théologico-politique et plus précisément catholique (L'Édit de tolérance du représentant du Führer du 14 octobre 1933 n'a pas dû ravir Carl Schmitt car il séparait

rigoureusement la sphère du politique de la sphère du religieux, la première étant celle de la *Volksgemeinschaft* terrestre, où le mouvement bénéficiait d'une préséance totale dans l'éducation politique de la Nation). Carl Schmitt refusait de reconnaître le caractère contradictoire de sa position. Nietzsche, en son temps, ironisait sur les antisémites chrétiens, enjuivés mentaux de croyance sémite - le christianisme : judaïsme pour les peuples, disait Disraeli de son côté - et qui se voulaient bruyamment antisémites. Carl Schmitt ne pouvait admettre la justesse de la remarque de Klages, qui le mettait dans une situation insupportable. Elle l'eut identifié à ces êtres bizarres et schizophrènes que le sont les Juifs antisémites.

Pour Carl Schmitt, ce qui caractérise le libéralisme areligieux, c'est aussi le refus de l'État. Le marxisme le rejoint sur ce plan avec la théorie de son dépérissement au fur et à mesure de la réalisation du communisme. Pour tous les deux, le refus de la politique est donc également le rejet de la théologie politique, puisque l'État, par la personne du Prince ou d'une Assemblée, représente aussi la puissance divine et le système hiérarchique qu'elle institue. En ce sens, libéralisme et marxisme sont orientés pareillement contre l'État, c'est-à-dire vers une espèce d'anarchisme indivin et antiétatique, en direction

d'un archie sans „erÑj (hiér(o), c'est-à-dire sans Sacré, sans Dieu, sans État.

La théologie politique implique au contraire l'existence de l'État, et même d'un État très fort, d'où l'enthousiasme de Carl Schmitt pour l'État fasciste italien qu'il plaçait bien au-dessus de l'État national-socialiste allemand (Cf. *Wesen und Werden des fascistischen Staates*). L'État total que préconise Carl Schmitt, c'est l'État où s'est réalisée l'identité de l'État et de la société, son emprise s'étendant à tous les domaines de l'activité humaine (Carl Schmitt : *Der Begriff des Politischen*, 1963, Duncker und Humblot, Berlin).

Ce qui en Allemagne, dit-il, resta une grande théorie philosophique de l'État, à savoir celle de Hegel, est devenu réalité en Italie, car Mussolini a compris, la nécessité d'établir la suprématie de l'État sur des intérêts économiques particuliers, divergents et diviseurs, suprématie assurée par une organisation politique hiérarchisée et puissante. Seul un État fort et autoritaire peut servir la Nation en son ensemble, sans faiblir ni plier devant les exigences capitalistes. Seul un État faible, parlementaire et parleur se fait le serviteur des intérêts privés les plus exigeants. Il révèle toute sa faiblesse quand il cède aux économiquement plus forts.

Alors que le libéralisme, démocratique en façade, n'est qu'un ensemble de neutralisations, de recettes, de ruses pour affaiblir l'État et le soumettre totalement à l'économie, l'État fasciste mussolinien veut être un véritable État avec de vrais dirigeants, non un État dirigé en apparence par une bande de politiciens irresponsables ou de marionnettes aux mains de donneurs d'argent. Le fascisme, affirme Carl Schmitt, n'est pas le contraire de la démocratie ; il est seulement l'ennemi du pouvoir indirect qui de l'arrière détermine la politique de l'État, au profit de certains intérêts privés. Le *stato totalitario* de Mussolini fait front contre la dissolution libérale de la vraie démocratie et contre les méthodes dissolvantes de la bourgeoisie libérale. Le principe démocratique exige que le peuple en sa totalité décide et gouverne, mais dans la démocratie libérale la souveraineté du peuple est contournée. Ce sont en effet des individus isolés qui décident en secret, non pas le peuple politiquement. Pour cette raison, la démocratie libérale est une démocratie sans *demoj*, c'est-à-dire sans peuple, et par conséquent une fausse démocratie.

Le peuple, Carl Schmitt le comprend d'une façon particulière. Il le comprend en tant qu'individus rassemblés qui doivent être unis politiquement par un État fort et prédominant. Le mythe de la nation assure ce rassemblement. Carl Schmitt reconnaît dans le mythe national un mythe

plus efficace que le mythe social avec sa théorie de la lutte des classes, mais l'un et l'autre ne sont encore pour lui que des mythologies inférieures, des déviances, des aberrations, des hérésies par rapport à la vraie foi (*Die geistige Lage des heutigen Parlamentarismus*, 1923-1926).

Si l'on voulait définir précisément la nature de la conception politico-étatique de Carl Schmitt, il faudrait la qualifier de catholico-fasciste, non pas restrictivement de cléricale-fasciste. Elle s'apparente, avec des nuances, à celle de Hegel pour lequel l'État était la volonté divine en tant qu'Esprit présent se déployant vers la forme réelle et l'organisation d'un monde (*Grundlinien der Philosophie des Rechts*), le peuple une foule qui ne sait ce qu'elle veut. Elle ressemble aussi, mais pour une part restreinte, à l'État communiste athée qui, avant sa disparition effective fut une réalité pratique autoritaire, du commencement à son terme, totalement maître de l'économie et de la culture. L'athéisme officiel du régime en fait évidemment, du point de vue de Carl Schmitt, un instrument du diable, ennemi de toute théologie.

Quel est le rapport de l'État au peuple dans la théologie politique de Carl Schmitt ?

Celui-ci place le peuple sous la domination de l'État, comme d'ailleurs l'indique le titre de son ouvrage *Staat, Bewegung, Volk*. Sa théorie de

l'État total fait de l'État le seul déterminant de la politique, en référence permanente au catholicisme, à ses principes et à ses valeurs, à son Dieu transcendant et à sa Providence. Après Dieu, l'État est tout comme chez Hegel et comme dans le fascisme mussolinien. À côté, ou plutôt en dessous, le *Volk* n'est pratiquement rien du tout. Carl Schmitt en parle parfois, ne le considérant que comme une masse d'individus quelconques qui ne peuvent être unis que politiquement, à la manière fasciste, jamais dans sa réalité substantielle particulière, différente de toute autre. En fait, le peuple est la masse apolitique anonyme d'un État tout-dominant, divinisé à la manière hegelienne.

Sur ce plan, Carl Schmitt procède en fait d'une façon libérale et marxiste, tout en se présentant comme antilibéral et antimarxiste. L'État et lui seul constitue la nation, d'où résulte l'État-nation qui regroupe, indistinctement, tout et n'importe quoi, tous et n'importe qui, sans tenir compte de l'origine et de la nature de la population politiquement assemblée. Le résultat de cette manière de faire ne peut être qu'identique à l'État multiracial US-américain et à l'État *français* républicain qui aujourd'hui accueille et *intègre* aveuglément des individus les moins évolués du monde. Ces constructions artificielles s'opposent évidemment à la Nation-État où la Nation, c'est-à-dire le *Volk* comme

communauté naturelle racialement caractérisée, est première qui se donne un État qu'elle met à son service et qui n'est jamais sa propre fin. Mais Carl Schmitt, obsédé par son catholicisme militant ne peut vouloir un processus de cette sorte, car ce serait trahir sa théorie politique et ses obsessions religieuses.

La Nation-État ne divinise pas l'État, mais n'en poursuit pas la disparition pour autant. Au contraire, un État suffisamment fort est indispensable pour organiser, structurer et informer la Nation, mener sa politique intérieure et extérieure. Mais il reste en retrait par rapport à la communauté populaire naturelle qui constitue l'élément absolument premier et référentiellement déterminant, tout en dépassant les associations existantes.

La position de Carl Schmitt est diamétralement opposée à cette conception folkiste de l'État. D'après ce qu'il écrivait en 1914 dans *Der Wert des Staates und die Bedeutung des Einzelnen* (Molte, Tübingen), l'État n'est pas une construction que les hommes se sont élaborée, c'est lui au contraire qui, des hommes, fait une construction. Relevant de Dieu, il est antérieur aux hommes et au-dessus d'eux. Après Dieu, l'État est l'absolu, ou plutôt il est la représentation terrestre de l'Absolu céleste, le peuple n'étant que le troupeau sans nom et sans

caractères que l'on sacrifie à la divinité suprême quand elle l'exige.

L'espèce de subversion catholico-romaine, éventée à temps, de Carl Schmitt contre le régime national-socialiste, qui consistait à tenter réintroduire subrepticement le $\theta\varepsilon\angle\varphi$ chrétien au-dessus du *Volk* comme premier et unique *Principe* pour faire de la politique *völkisch* une théologie politique a échoué totalement. Carl Schmitt, qui s'était cru plus malin que les théoriciens du parti en a perdu ses principales fonctions au sein de l'État.

<http://velesova-sloboda.info/>